

COMPTE RENDU DE LA REUNION DU 13 AVRIL 2010 AVEC M. KEPENEKIAN (adjoint à la culture de la ville de Lyon)

Participants :

Mairie de Lyon : Mr Képénékian (Adjoint à la culture de la Ville de Lyon), Mr Dubosc
Enjeux sur image : Daniel Branco, Ghislaine Guétat, Christophe Liabeuf

L'entretien a duré 1h30.

1) La première partie de la réunion a porté sur l'association Enjeux sur image.

Les principaux points évoqués sont :

- L'association « Enjeux sur image » et son historique ont été présentés à Mr Képénékian qui désormais l'identifie clairement.
- Les 4 axes de réflexions de l'association lui ont été exposés.
- Il a été précisé à Mr Képénékian, que l'Association Enjeux sur image n'avait pas pour vocation, dans l'immédiat, de s'investir dans l'exploitation d'une salle. Cependant, c'est une idée qui n'est pas complètement exclue (particulièrement dans le cas de fermeture de salle sans projet de reprise existant).
- Nous avons insisté sur le fait que la pétition concernant la sauvegarde de la programmation des CNP avait été signée par plus de 8 000 personnes et que plus de 6 mois après la fermeture de l'Odéon, de nombreuses personnes signaient encore. Cela montre que le public lyonnais est perturbé par la situation.

2) La deuxième partie de la réunion a porté sur la situation actuelle de l'Art et Essai et les perspectives d'avenir des salles d'Art, Essai et Recherche à Lyon.

Les principaux points évoqués sont :

- L'idée de la renaissance d'un cinéma sur le site de l'Odéon semble définitivement abandonnée. L'incidence locative est démesurée pour un tel projet (Pour rappel le prix de location du m2 dans le quartier Grolée se situe entre 2 000 à 5 000 Euros mensuel). L'attitude des Docks Lyonnais, propriétaires des lieux, est inflexible. Et ce, malgré les pressions exercées par Mr Képénékian et Mr Gérard Collomb. D'après l'étude réalisée par Marc Bony et Marc Guidoni, propriétaires du Comédia, un loyer supérieur à 50 000 euros annuel ne permet pas à un cinéma d'être rentable.
- Vu que Mr Moravioff n'a présenté à la Mairie aucun projet culturel sérieux et cohérent, la Mairie n'accordera aucune subvention aux CNP.
- La Ville cherche une solution de manière indépendante de Mr Moravioff.
- Le Comoedia pourrait s'agrandir sur leur site actuel en intégrant les locaux de l'INPI (Institut National de la Propriété Industrielle). Trois salles supplémentaires pourraient être créées.
- La sauvegarde de l'Art et Essai en centre ville s'orienterait plutôt sur le site des CNP Terreaux qui pourrait être repris par le Comoedia. Ceci dans le cas où Mr Moravioff se désengage de l'exploitation et ne revend pas le fond de commerce pour une activité autre que le Cinéma.

- Au niveau de l'utilisation du droit de préemption par la Mairie, il n'y a eu aucune réponse précise. Mr Képénékian n'a pu nous répondre sur l'utilisation du droit de préemption dans le cas du PUB l'Albion rue Sainte Catherine. Il nous a été signalé que si Mr Moravioff, dans le cas du CNP Terreaux, cédait son droit au bail, la Mairie pourrait intervenir auprès des propriétaires actuels afin que le site reste un cinéma.
- En ce qui concerne l'attribution des subventions, la tendance serait à la diminution du montant global et à une nouvelle ventilation dans la sphère culturelle. A ce sujet nous avons évoqué l'énorme subvention accordée par la Ville au festival Lumière ce qui montre que quand la ville veut, la ville peut.
- L'ouverture d'un nouveau multiplexe UGC l'année prochaine dans le quartier Confluences ne peut être évitée. L'arrivée de ce nouveau multiplexe va compliquer la donne et rendre plus difficile la situation des cinémas indépendants programmant des films Art et Essai. Nous avons exprimé notre inquiétude dans le cas où ce nouveau multiplexe diffuserait des films Art et Essai projetés actuellement au Comoedia ou au CNP (pour rappel, les films projetés au CNP et au Comedia sont projetés à Paris aux UGC Normandie, les Halles, la Défense).
- L'idée d'organiser un nouveau festival permettant de voir les films « fragiles » dont la rentabilité économique n'est pas assurée nous a été suggérée par Mr Képénékian. Il lui a été répondu que cela ne nous semblait pas être la bonne solution. Mr Képénékian reconnaît que les festivals sont un palliatif à la non diffusion en salle de certains films. Il nous a conseillé de rencontrer la conseillère aux événements qui s'occupe des festivals.
- Mr Képénékian nous a aussi conseillé de nous rapprocher de la Région.
- L'idée que l'association Enjeux sur image participe à des groupes de travail organisés par la Région ou la Ville concernant les perspectives du cinéma à Lyon et dans la région Rhône-Alpes n'a pas été écartée par Mr Képénékian. Nous avons insisté sur le fait que l'ouverture de ces commissions à des non-professionnels ne pouvait qu'enrichir la réflexion.